

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 12/12/2023

**Partie nominative**

**Société SABLIERES DE SAINTE HELENE SAS**  
**Les 3 vallons – B.P. 33**  
**4, rue Aristide Bergès**  
**38080 L'ISLE D'ABEAU**

Affaire suivie par : Stéphane PACCARD  
Subdivision C2 « Carrières, Explosifs et Déchets inertes »  
Téléphone : 04 79 62 81 90  
Courriel : stephane.paccard@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 20231212-RAP-InspAR2023-SurvEau-GranulatsVicat\_SteHelenelSere-Complet  
Code AIOT : 0006101632  
Pièce jointe : Rapport de l'inspection du 12/12/2023

L'inspection des installations classées a réalisé, le 12/12/2023, une visite d'inspection sur le site de l'établissement SABLIERES DE SAINTE HELENE SAS implanté au lieu-dit « Le Vernet » sur la commune de SAINTE-HELENE SUR ISERE (73460). Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

**Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- Stéphane PACCARD, Unité interdépartementale des deux Savoie (subdivision C2), inspecteur de l'environnement

**Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- M. Florian DEALESSANDRI, société Granulats Vicat, Chef de secteur
- M<sup>me</sup> Eva SOULIE, société Granulats Vicat, Ingénieur d'exploitation - Secteur Savoie / Région Centre Est ;
- M. Yoann MIENS, société Granulats Vicat, responsable QSE.

Le courriel d'échange avec l'administration est [florian.dealessandri@vicat.fr](mailto:florian.dealessandri@vicat.fr).

Signature de l'inspecteur	Vérificateur et approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Vu, approuvé et transmis à monsieur le préfet de la Savoie pour le directeur et par délégation, Le chef de la subdivision Carrières

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 12/12/2023 concernant l'établissement SABLIERES DE SAINTE HELENE SAS implanté au lieu-dit « Le Vernet » sur la commune de SAINTE-HELENE SUR ISERE (73460) et des constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport, l'inspection des installations classées ne formule aucune demande d'action corrective.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Société SABLIERES DE SAINTE HELENE SAS**

**Les 3 vallons – B.P. 33**

**4, rue Aristide Bergès**

**38081 L'ISLE D'ABEAU CEDEX**

Références : 20231212-RAP-InspAR2023-SurvEau-GranulatsVicat\_SteHelenelSere-Complet  
Code AIOT : 0006101632

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 12/12/2023, sur le site de l'établissement SABLIERES DE SAINTE-HELENE SAS implanté au lieu-dit « Le Vernet » sur la commune de SAINTE-HELENE SUR ISERE (73460).

L'inspection a été annoncée le 09/11/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'action régionale 2023 "Impact des carrières sur la ressource en eau" visant à contrôler le respect, par l'exploitant, des dispositions réglementaires relatives au suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines et ce afin de surveiller l'impact des activités de la carrière sur les eaux souterraines à l'aval du site.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SABLIERES DE SAINTE-HELENE SAS
- Lieu-dit « Le Vernet » 73460 SAINTE-HELENE SUR ISERE
- Code AIOT : 0006101632
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société "Sablières de Sainte Hélène SAS" (groupement de sociétés représenté majoritairement par la société Granulats Vicat, filiale du groupe Vicat) a été initialement autorisée, par arrêté préfectoral du 25/10/1996 à exploiter une carrière alluvionnaire en eau (sables et graviers) sise au lieu-dit « Le Vernet » à Sainte Hélène sur Isère.

Par arrêté préfectoral du 20/11/2012, la société a été autorisée à poursuivre et à étendre son autorisation d'exploiter. Sont autorisées au titre de la nomenclature des installations classées (ICPE), les activités d'extraction de matériaux (production maximale annuelle de 150 000 tonnes - Rubrique 2510-1), de traitement de matériaux (puissance totale des installations de 600 kW - Rubrique 2515-1) et de distribution de carburant (débit équivalent inférieur à 20 m<sup>3</sup>/h - Rubrique 1434-Ib).

Par arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021 portant modifications des conditions d'exploitation et de réaménagement, l'exploitant a été autorisé à modifier les conditions de remise en état du site, la société ayant sollicité :

- la possibilité d'accueillir des déchets inertes extérieurs, à des fins de valorisation par remblayage partiel du plan d'eau issue de l'extraction des matériaux alluvionnaires au sein de la carrière ;
- la modification de la remise en état de la carrière, en recréant des terrains agricoles.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines et superficielles au droit du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« Avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « **Susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **Sans suite administrative** ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.1	Sans objet
2	Protection des ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire d'octobre 2021 visant notamment à contrôler l'absence d'impact des activités de la carrière à l'aval hydraulique du site par la mise en œuvre de mesures de surveillance de la qualité des eaux souterraines et superficielles.

Le suivi réalisé par l'exploitant en 2022 et 2023 n'appelle pas d'observations de la part du service d'inspection et de fait, aucune demande d'action corrective.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection des ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant surveillera au moyen de 3 piézomètres (voir plan annexe 5) l'impact de son activité sur les eaux souterraines.</p> <p>Ces piézomètres seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site.</p> <p>Une fois par trimestre, une mesure du niveau piézométrique sera réalisée sur chacun des piézomètres.</p> <p>Quatre fois par an, ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent.</p> <p>Une fois par trimestre, les mesures ou analyses des paramètres suivant seront réalisées sur au moins trois piézomètres dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site : pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8</p>

métaux ( As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fe, Mn, Chlorure, fluorure, sulfate, indice phénols, COT. Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent.

Sur demande de l'exploitant, l'inspection pourra faire évoluer la périodicité des mesures et les paramètres à contrôler en fonction des résultats obtenus.

L'exploitant mettra en œuvre un protocole d'alerte en cas de dépassements de seuil au niveau du réseau de surveillance :

- Les seuils seront les limites et référence de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- Déclenchement d'une surveillance rapprochée (mesure mensuelle) sur les paramètres considérées en cas de dépassement d'une valeur supérieure aux seuils.

Une mise à disposition des résultats est faite à l'inspection des installations classées accompagnée de commentaires, dans le mois suivant l'analyse.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais.

Dans l'hypothèse où les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

En fonction, des résultats obtenus, la fréquence et les caractéristiques des prélèvements et des analyses pourront à tout moment être revues à la demande de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant procède à une surveillance de l'impact de son activité sur les eaux souterraines.

Depuis l'année 2022, le suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines a été confié au bureau d'étude Améten.

En séance, l'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation (« Plan d'état des lieux » à jour du 04/10/2023).

Ce document, postérieur au dernier arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021 (modifiant notamment les conditions de surveillance) fait état de la présence :

- D'un ouvrage « Puits 1 ». L'exploitant a confirmé que cet ouvrage correspond bien à l'ouvrage « SSH-PZ1 » (amont) matérialisé sur le plan présent en annexe 5 de l'arrêté préfectoral susvisé. Cette dénomination (Puits) étant celle présente historiquement dans le suivi du site, l'exploitant a souhaité la conserver. Pour autant, le bureau Améten a retenu la dénomination « Puits 1 ou PZ1 » dans ses rapports de suivi/bilans annuels ;
- D'un ouvrage « PZ2 » (aval) correspondant à l'ouvrage « SSH-PZ2 » ;
- D'un ouvrage « PZ3 » (aval) correspondant en fait à l'ouvrage « SSH-PZ3 » (si opportunité foncière) sur le plan de l'annexe précitée. De fait, l'ouvrage référencé « SSH-PZ3 » n'a pas été réalisé.

Au regard de ce qui précède, le réseau de suivi des eaux souterraines du site de la sablière de Sainte-Hélène répond aux exigences de l'arrêté préfectoral complémentaire n° ICPE-2021-039 du 25/10/2021.

A noter cependant la présence d'un ouvrage additionnel intitulé « PZ1 » sur le plan d'exploitation présenté. Interrogé, l'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'un ouvrage amont non répertorié dans l'arrêté préfectoral susvisé et utilisé par l'exploitant pour un suivi complémentaire non officiel.

<p>L'exploitant a par ailleurs présenté le rapport Améten du 16/01/2023 relatif au bilan de la surveillance annuelle de l'année 2022.</p> <p>De même, postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a également transmis un second rapport Améten daté du 15/01/2024 et relatif au bilan de la surveillance annuelle portant sur l'année 2023.</p> <p>L'examen des bilans annuels 2022 et 2023 n'appellent pas d'observation particulière de la part du service d'inspection ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La fréquence trimestrielle prescrite pour ce suivi est respectée ;</li> <li>• A l'exception des dépassements en fer et en turbidité sur l'ouvrage « PUIITS 1 » (en amont des activités d'extraction/remblaiement du site), tous les paramètres recherchés sur les points de suivis respectent les valeurs limites et les valeurs de référence fixées par l'Annexe I (eaux souterraines) de l'arrêté ministériel du 11/01/2007 pour l'ensemble des campagnes réalisées en 2022 ;</li> <li>• De même, à l'exception des dépassements en fer (Puits 1) et en turbidité (Puits 1 et Pz3), tous les paramètres recherchés sur les points de suivis respectent les valeurs limites et les valeurs de référence pour l'ensemble des campagnes de 2023.</li> </ul> <p>Les résultats et mesures réalisées en 2023 sont similaires à ceux de 2022 à l'exception près de la détection ponctuelle de certains composés, sans lien avec l'activité de la sablière.</p> <p><b>Les campagnes 2022 et 2023 mettent en évidence l'absence d'impact de l'activité de la sablière sur la qualité des eaux souterraines en aval du site.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Protection des ressources en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant surveillera au moyen de 5 points de prélèvements (voir plan annexe 5) l'impact de son activité sur les eaux superficielles.</p> <p>Durant la période de dépôt de travaux, une fois par mois les mesures ou analyses des paramètres suivant seront réalisées :</p> <p>pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, MES, PCB, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8 métaux ( As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fe, Mn, Chlorure, fluorure, sulfate, indice phénols, COT.</p> <p>Hors période de travaux ces mesures et analyses seront réalisés une fois par trimestre. Sur demande de l'exploitant, l'inspection pourra faire évoluer la périodicité des mesures et les paramètres à contrôler en fonction des résultats obtenus.</p> <p>Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède également a une surveillance de l'impact de son activité sur les eaux superficielles.</p> <p>Les nouvelles prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire de 2021 sont respecté.</p> <p>L'exploitant réalise le suivi de la qualité des eaux superficielles au moyen d'un réseau composé de 5 points de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 en amont hydraulique (Plan d'eau Amont et Merderet Amont) ;</li> <li>• 1 dans la gravière ;</li> </ul>

- 2 à l'aval hydraulique (Merderet Aval et Aitelène).

Par ailleurs, la liste des paramètres analysés demeure conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé.

L'examen des bilans annuels 2022 et 2023 précités, réalisés par le bureau d'étude Améten pour le compte de l'exploitant, n'appelle pas d'observation particulière de la part du service d'inspection ICPE :

- Au total, 9 campagnes ont été réalisées en 2022 ainsi qu'en 2023 (4 campagnes trimestrielles et 5 campagnes mensuelles) ;
- En 2022, le "Merderet" était à sec lors des campagnes de prélèvement de juillet, septembre et octobre ;
- A l'exception des dépassements en fer, tous les paramètres recherchés sur les points de suivis respectent les valeurs limites et les valeurs de référence fixées par l'Annexe III de l'Arrêté du 11/01/2007 pour l'ensemble des campagnes 2022.
- En 2023, seuls les dépassements en manganèse sur la Sablière sur les mois de novembre et décembre présentent des teneurs supérieures à la valeur de référence de l'Annexe III de l'Arrêté du 11/01/2007.
- A l'exception des dépassements de la limite de quantification du laboratoire pour le paramètre DCO entraînant le classement des eaux en qualité moyenne, les eaux sont de bonnes à très bonnes qualité au regard du SEQ-Eau, comme pour l'année 2022.

**Les résultats d'analyses indiquent que les activités du site de la gravière n'ont pas d'impact sur la qualité des eaux superficielles.**

**Type de suites proposées :** Sans suite